

Leçon 2.4 Aide à l'apprentissage



Protection des civils

Table des matières	Pages	Diapositives
Présentation de la leçon	1	–
Activité d'apprentissage obligatoire 2.4.1 : Libellé type des mandats de protection des civils	2-4	–
Activité d'apprentissage facultative 2.4.2 : Vulnérabilités et menaces	4-8	–
Activité d'apprentissage facultative 2.4.3 : Libellé du mandat de protection des civils – Exemple de la MINUSCA, 2023	8-14	–
Évaluation de l'apprentissage	15-18	–
Documents 1, 2 et 3	19-21	

Présentation de la leçon



Conseils aux formateurs : Utilisez les diapositives d'introduction pour lancer la leçon. Soulignez à nouveau les liens établis dans la présentation du Module 2 et dans les Leçons 2.1 et 2.2 entre la protection des civils (PdC) en tant que tâche du mandat et les autres tâches du mandat, en particulier celles qui sont directement liées au mandat de protection, à savoir la prévention de la violence sexuelle liée aux conflits et la protection de l'enfance.

La question des droits humains est un thème général.

Vous pouvez également insister sur les liens avec la *Leçon 2.7 Agenda Femmes, paix et sécurité*.

Insistez sur le fait que ces tâches du mandat répondent à tous les actes de violence ou d'atteinte commis à l'encontre des civils dans les situations de conflit armé. Les tâches sont qualifiées de « transversales » parce qu'elles touchent à tous les sujets et domaines et qu'elles constituent la mission et la responsabilité de chacun.

Attirez l'attention des apprenants sur l'étude de cas sur la PdC, qui sert de base à l'activité d'apprentissage intégrée de la Leçon 2.10.

Activité d'apprentissage obligatoire 2.4.1 : Libellé type des mandats de protection des civils		
Méthode	Analyse du libellé type des mandats de PdC	
Objet	<p>Aider les apprenants à mieux comprendre les libellés utilisés par le Conseil de sécurité de l'ONU dans ses mandats de PdC et veiller à ce que les apprenants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Comprennent bien les libellés utilisés dans les mandats et leurs significations spécifiques 2. Soient en mesure d'appliquer les libellés utilisés dans les mandats et les tâches de PdC à leur propre rôle d'agents de maintien de la paix. <p>Gardez à l'esprit que cette activité d'apprentissage permettra de faire surgir des points spécifiques auxquels le formateur pourra faire référence à des moments clés de la leçon.</p>	
Temps imparti	10 à 12 minutes	
	Présentez l'activité d'apprentissage et son objet	2 min
	Projetez le libellé général du mandat à l'ensemble du groupe ou distribuez-en des copies imprimées aux sous-groupes	5 à 7 min
	Débriefing et clôture de l'activité	1 à 2 min
Ressources	Document sur le libellé des mandats de PdC ainsi que sur la définition et l'explication des termes clés	
Préparation	<p>Lisez les documents et les consignes fournis pour cette activité d'apprentissage. Assurez-vous de bien comprendre le libellé des tâches du mandat, qui est très spécifique, afin de pouvoir mettre en place et débriefer l'activité. Décidez de la manière dont vous souhaitez gérer l'activité (en plénière ou en sous-groupes).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Si vous prévoyez d'utiliser des documents à distribuer, préparez suffisamment d'exemplaires pour tous les participants. • Si vous prévoyez de projeter le document au groupe, préparez une diapositive et assurez-vous qu'elle est prête à être projetée. <p>Préparez des feuilles de tableau de conférence pour noter les points clés soulevés par les apprenants lors du brainstorming et en réponse à vos questions guides.</p>	
Consignes	<ol style="list-style-type: none"> 1. Présentez l'activité et son objet 2. Demandez aux participants d'effectuer un brainstorming sur la signification et les définitions de certains termes clés utilisés dans le mandat, en posant des questions guides telles que : 	

	<ul style="list-style-type: none"> - Que signifie l'expression « menaces de violence physique » ? Avez-vous des exemples ? - Que signifie « tous les moyens nécessaires » ? Rappelez aux apprenants le contenu du Module 1. - Que signifie l'expression « emploi de la force létale (en dernier recours) » ? Demandez à différents groupes d'apprenants qui décide que l'emploi de la force létale est nécessaire pour protéger les civils, et quand. - Que signifie l'expression « dans la limite des capacités » ? - Que signifie l'expression « responsabilité du gouvernement hôte » ? <p>Notez les mots clés sur la feuille de tableau de conférence ou le tableau préparé à cet effet. Précisez si nécessaire.</p>
<p>Débriefing</p>	<p>Reprenez les points clés suggérés par les apprenants lors du brainstorming et développez-les à l'aide des points supplémentaires tirés des résumés suivants.</p> <p>« Menaces de violence physique »</p> <p>Tous les actes ou situations hostiles susceptibles de causer la mort ou des blessures corporelles graves, y compris toutes les violences sexuelles, quelle qu'en soit la source, notamment de la part du pays hôte.</p> <p>« Tous les moyens nécessaires »</p> <p>Autorise une mission à utiliser tous les moyens nécessaires pour protéger les civils « en danger imminent ». Les expressions « mesures nécessaires » ou « toutes les mesures nécessaires » peuvent également être utilisées. La prévention est la forme la plus efficace de PdC.</p> <p>« Jusqu'à et y compris la force létale (en dernier recours) »</p> <p>Autorise une mission à faire usage de la force minimale nécessaire pour protéger les civils. Les missions évaluent toujours l'emploi de la force avec précaution. La force peut être dissuasive. Rappelez aux apprenants ce qu'ils ont appris dans le Module 1 : en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le Conseil de sécurité autorise l'emploi de la force.</p> <p>« Dans les limites des capacités »</p> <p>Le terme « capacité » fait référence à l'aptitude ou au pouvoir de faire quelque chose. L'expression « dans les limites des capacités » tient compte des contraintes pratiques en matière de ressources et des défis opérationnels. Aucune mission de maintien de la paix de l'ONU ne peut lutter contre toutes les menaces qui pèsent sur les civils. Il incombe à la haute direction d'éviter de mettre en danger les agents de maintien de la paix de l'ONU. La mission peut donc se trouver dans</p>

	<p>l'impossibilité d'exécuter les tâches du mandat lorsqu'elle ne dispose pas des capacités nécessaires pour le faire.</p> <p>« Sans porter atteinte à la responsabilité du gouvernement hôte »</p> <p>Ce terme souligne la responsabilité première des gouvernements souverains en matière de protection des civils à l'intérieur de leurs frontières. La présence d'une mission de maintien de la paix de l'ONU ne se substitue pas à cette responsabilité. La situation se complique lorsque des membres des forces armées du gouvernement hôte commettent des violations et des crimes à l'encontre de civils.</p>
--	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Activité d'apprentissage facultative 2.4.2 Vulnérabilités et menaces		
Méthode	Étude de cas, travail de groupe, discussion	
Objet	Approfondir la compréhension des vulnérabilités et des menaces auxquelles sont exposés les civils dans les conflits armés afin de mieux appliquer les connaissances relatives au mandat de PdC	
Temps imparti	10 à 18 minutes , selon que la lecture de l'étude de cas a été confiée aux apprenants la veille (ce qui est recommandé)	
	Présentez l'activité et distribuez l'étude de cas	1 à 2 min
	Les apprenants lisent l'étude de cas	4 min
	Les apprenants travaillent sur l'étude de cas et la tâche qui leur ont été attribuées en sous-groupes en répondant à des questions d'orientation (projetées ou inscrites sur une feuille), ou encore en plénière	6 à 8 min
	Regroupement en plénière des réponses aux questions	2 à 3 min
	Résumé et clôture de l'exercice	1 min
Ressources	Étude de cas, Étapes pour les participants, autres documents d'aide	
Préparation	<p>Cette activité d'apprentissage est liée à d'autres activités du Module 2 qui consistent à évaluer les vulnérabilités et les menaces pesant sur les civils. Préparez-vous à faire le lien avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'Activité d'apprentissage 2.4.4 <i>Les quatre phases de la réponse</i> • L'Activité d'apprentissage 2.5.3 <i>Répondre à la VSLC</i> • La Leçon 2.10, Étude de cas sur la protection des civils. <p>Lisez l'étude de cas et les consignes destinées aux participants.</p>	

	<p>Préparez les points clés sur la vulnérabilité, le devoir de protection et la confiance en utilisant le contenu du Module 2 comme point de référence.</p> <p>Décidez de la manière dont vous souhaitez gérer l'activité et préparez-vous en conséquence. L'exercice peut être réalisé en plénière ou en sous-groupes. Pour les groupes répartis par tables, prévoyez un nombre suffisant d'exemplaires de l'étude de cas et des <i>Étapes pour les participants</i>. Préparez une feuille de tableau de conférence ou un tableau pour noter les points clés des réponses des participants et utilisez-les pour résumer et clôturer l'activité.</p>
Consignes	<ol style="list-style-type: none"> 1. Présentez l'activité, son objet, l'approche utilisée et les temps impartis. 2. Suivez le plan que vous avez préparé. <ul style="list-style-type: none"> - Demandez aux apprenants de lire l'étude de cas s'ils ne l'ont pas déjà fait (voir les variantes ci-dessous). - Gardez à l'esprit que l'étude de cas est tirée d'un exemple réel. - Demandez aux participants de répondre aux questions de discussion figurant dans les <i>Étapes pour les participants</i> afin d'évaluer les vulnérabilités de la population civile. Si vous décidez de réaliser l'activité d'apprentissage en plénière, passez en revue les différentes étapes en invitant les participants à s'exprimer et en notant les points clés qu'ils soulèvent. - Encouragez les participants à s'appuyer sur leur expérience antérieure en matière de maintien de la paix et sur les enseignements tirés de la formation préalable au déploiement et d'autres formations, en particulier en ce qui concerne les violations des droits humains.
Débriefing	<p>Invitez les participants à partager leurs réponses aux questions, dans l'ordre où elles sont posées. Demandez à chaque groupe de citer un point plutôt que de proposer un exposé complet. Utilisez la feuille du tableau de conférence ou le tableau pour noter les points clés des réponses.</p> <p>Concluez l'exercice en insistant sur les messages clés concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La vulnérabilité • Le devoir de protection • La crédibilité <p>Appuyez-vous sur les points clés soulignés dans les autres activités d'apprentissage concernant le libellé du mandat. Une mission de maintien de la paix de l'ONU n'est pas nécessairement en mesure de répondre à toutes les vulnérabilités et menaces</p>

	pesant sur la population civile, par exemple lorsqu'elle ne dispose pas des capacités nécessaires pour le faire.
--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Aide – Activité d'apprentissage 2.4.2 Étude de cas : Vulnérabilité et menaces

République centrafricaine

Contexte

Des combats font rage en République centrafricaine depuis décembre 2012, lorsque les rebelles de la majorité musulmane Seleka, qui prétendaient représenter la minorité musulmane opprimée du nord-est du pays, ont avancé vers le sud-ouest dans des zones non musulmanes plus peuplées. Des milliers de civils ont été tués. En 2014, les forces internationales ont repoussé la Seleka hors de Bangui, la capitale. Les divisions ethniques, les rivalités, les désaccords sur le contrôle des ressources et les différends stratégiques ont rapidement fragilisé la Seleka. Fin 2014, la Seleka s'est scindée en plusieurs factions, chacune contrôlant sa propre zone.

La minorité peule en danger, novembre 2016

Fin novembre 2016, de violents combats entre deux groupes de la Seleka ont fait au moins 14 morts et 76 blessés civils en République centrafricaine.

Il semblerait que les groupes armés aient délibérément pris pour cible cinq civils tués lors des principaux affrontements qui ont eu lieu dans la ville centrale de Bria entre le 21 et le 23 novembre, et neuf autres dans les jours qui ont suivi. Trois autres civils sont portés disparus et présumés décédés.

Ces morts de civils sont survenues lors des violences les plus graves entre groupes Seleka depuis la scission de ce dernier en 2014.

Environ 485 civils peuls (également connus sous le nom de fulas ou fulanis en anglais), dont un grand nombre de femmes et d'enfants, avaient trouvé refuge dans trois complexes résidentiels à Bria et craignaient des représailles car les Peuls constituent la majorité de l'une des factions belligérantes.

Les factions de la Seleka qui s'affrontaient étaient le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) et l'Union pour la paix en Centrafrique (UPC). Les combats ont fait au moins 115 morts parmi les combattants des deux camps.

Les tensions entre les deux factions autour de Bria étaient déjà fortes avant les violences. Début novembre, des escarmouches ont éclaté entre les deux groupes pour le contrôle des routes menant aux mines de diamants autour de Kalaga, une ville située à 45 kilomètres de Bria. Les deux factions perçoivent des « taxes routières », en particulier dans les zones minières et sur les routes migratoires des éleveurs peuls. Le FPRC a attaqué l'UPC à Gobolo le 21 novembre, ce qui a déclenché des hostilités importantes.

L'ONU a déployé 12 870 agents de maintien de la paix dans tout le pays, dont 246 membres des forces armées qui se trouvaient à Bria au moment des combats, mais elle n'a pas réussi à protéger les civils lors des violents affrontements qui s'en sont suivis. Après les affrontements, l'ONU a dépêché des agents de maintien de

maintien de la paix supplémentaires dans la ville. Les forces de sécurité nationales, telles que la police et les gendarmes, n'ont pas été en mesure de mettre fin aux combats et ont demandé la protection de l'ONU.

L'UPC est principalement composée de membres de l'ethnie peule, et les combats ont donné lieu à des violences contre des civils peuls, tant de la part des combattants du FPRC que d'hommes en civil.

Les combats ont provoqué le déplacement de près de 10 000 personnes de Bria, une ville d'environ 43 000 habitants. Au moins 7 000 personnes se trouvaient dans un camp de fortune autour de la base des forces de maintien de la paix de l'ONU dans la ville, et 2 000 à 3 000 autres dans des maisons et des écoles près de la piste d'atterrissage. Dans le camp de fortune, une intervention humanitaire urgente s'imposait car les conditions de vie étaient sordides.

Les violences se sont également propagées à la périphérie de Bria. Les combattants peuls alignés sur l'UPC ont pris pour cible des civils non peuls et, en représailles, des civils non peuls armés ont attaqué des civils peuls. Le 26 novembre, des hommes armés de fusils, de machettes et de couteaux ont attaqué neuf Peuls, dont trois femmes et quatre enfants, à l'extérieur de Golaga, à 10 kilomètres de Bria, tuant cinq d'entre eux. Trois autres personnes ont été portées disparues et sont présumées mortes.

Les chefs des factions ont déclaré que leurs combattants ne visaient pas les civils. Cependant, les différents camps ont tenu des propos incendiaires qui pourraient être perçus comme une incitation à la violence contre les civils.

Le chef de la branche militaire du FPRC à Bria a déclaré qu'il voulait que les Peuls quittent Bria et que ses combattants prévoyaient de chasser l'UPC de sa base de Bambari, à 170 kilomètres à l'ouest, avec l'aide de la population locale, y compris les milices anti-balaka.

Entre le 28 et le 30 novembre, des témoins ont vu des centaines de combattants lourdement armés des deux factions, dont beaucoup en civil, se déplacer librement dans les zones de la ville placées sous leur contrôle respectif.

Les tensions étaient vives et la situation dans la ville continuait d'évoluer.

(Adapté de : Human Rights Watch, « République centrafricaine : Des civils ont été tués lors d'affrontements armés » : La minorité Peul, en danger, a besoin d'une meilleure protection de la part de l'ONU, décembre 2016)

Aide – Activité d'activité d'apprentissage 2.4.2 Étapes pour les participants : Vulnérabilité et menaces

Lisez et examinez l'étude de cas.

Votre tâche : La mission doit identifier les menaces (réelles et potentielles) et évaluer les vulnérabilités de la population civile. Vous devez donner des conseils aussi précis que possible.

ÉTAPE 1 : Menaces sur les civils

- Identifiez les menaces qui pèsent sur les civils.
- Identifiez les menaces spécifiques aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons.

ÉTAPE 2 : Évaluation de la vulnérabilité

- Identifiez les vulnérabilités de la population civile, des individus et de la communauté. Soyez précis.
- Quels sont les civils les plus vulnérables ?
- Remplissez la fiche.

Aide – Activité d'apprentissage facultative 2.4.2 : Fiche d'information : Vulnérabilités et menaces

Pour la vie...	<ul style="list-style-type: none"> • Exécutions arbitraires, sommaires ou extrajudiciaires • Meurtre (des meurtres isolés à la violence systématique et au génocide).
Pour l'intégrité physique...	<ul style="list-style-type: none"> • Torture, traitements cruels, inhumains ou dégradants • Viol et autres formes de violence sexuelle (de l'opportunisme à l'utilisation généralisée et systématique) • Enlèvement • Privation intentionnelle (de nourriture, d'eau et d'autres biens ou services nécessaires à la survie).
Pour la liberté...	<ul style="list-style-type: none"> • Disparition forcée • Arrestation et/ou détention arbitraire/illégale • Restrictions à la liberté de circulation (y compris les déplacements forcés) • Travail ou recrutement forcé.

Activité d'apprentissage facultative 2.4.3 : Libellé du mandat de protection des civils – Exemple de la MINUSCA, 2023

Méthode	Travail de groupe et discussion
Objet	Clarifier et aider les participants à mieux comprendre les termes spécifiques utilisés par le Conseil de sécurité de l'ONU concernant la protection des civils (PdC) ainsi que leurs implications pour une mission de maintien de la paix et le déploiement d'agents de maintien de la paix
	12 à 20 minutes

Temps imparti	Présenter l'activité d'apprentissage, son objet, l'approche appliquée et les temps impartis.	1 à 2 min
	Si vous n'avez pas demandé aux apprenants de lire le mandat de PdC pour préparer la leçon, laissez-leur le temps de le lire. S'ils l'ont déjà lu, donnez-leur une minute pour se rafraîchir la mémoire.	1 à 5 min
	Les groupes travaillent sur les cinq étapes de l'exercice et le formateur leur rappelle combien de temps il leur reste.	8 à 10 min
	Les groupes rendent compte de leurs discussions et le formateur procède à un débriefing, puis clôt l'activité.	2 à 5 min
Ressources	Le mandat de la MINUSCA prolongé en 2023, extrait sur la PdC	
Préparation	<p>Lisez le mandat de la MINUSCA. Déterminez ce que vous considérez comme étant les principales priorités de PdC.</p> <p>Envisagez de répartir les participants par tables pour gagner du temps. Mélangez les personnes qui ont une expérience du maintien de la paix avec celles qui n'en ont pas.</p> <p>Prévoyez suffisamment d'exemplaires du mandat de la MINUSCA et de la fiche de travail sur les quatre phases de réponse et les acteurs responsables pour tous les participants.</p> <p>Préparez une diapositive ou inscrivez les cinq étapes pour les groupes sur une feuille de tableau de conférence ou au tableau. Faites en sorte que tous les apprenants puissent les voir pendant qu'ils travaillent en groupes.</p>	
Consignes	<ol style="list-style-type: none"> 1. Présentez et expliquez l'activité. 2. Distribuez les copies du mandat de PdC de la MINUSCA ou faites-les distribuer aux participants lorsqu'ils entrent dans la salle (recommandé). 3. Invitez les apprenants à se remémorer et à utiliser activement les informations pertinentes tirées du contenu de la leçon abordé jusqu'à présent, des activités d'apprentissage et de leur propre expérience. 4. Demandez aux apprenants de lire le document distribué en silence (ou de le parcourir rapidement s'ils l'ont déjà lu) et de se préparer à l'activité en entourant, soulignant ou surlignant trois types de mots ou de termes principaux (demandez-leur d'utiliser une méthode différente pour chaque type). <ol style="list-style-type: none"> (a) Ceux qu'ils reconnaissent et dont ils connaissent la signification grâce à la formation suivie jusqu'à présent – Il s'agit là de renforcer cette base de connaissances (envisagez de les souligner). 	

	<p>(b) Ceux qu'ils jugent les plus importants pour le mandat de PdC – Il s'agit là d'apporter une réflexion indépendante à l'analyse du mandat (envisagez de les encercler).</p> <p>(c) Ceux qui orientent les actions des composantes de la mission et d'autres acteurs – Il s'agit là d'identifier les actions et les acteurs principaux (envisagez de les surligner).</p> <p>En outre</p> <p>(d) Encadrez les principaux documents de référence et les sources qui fournissent des informations sur les actions à mener.</p> <p>(e) Prenez note de l'ensemble des questions ou points nécessitant des précisions.</p> <p>5. Donnez des consignes claires au groupe, en répétant les cinq étapes :</p> <p>(a) En groupes, mettez en commun les termes que les apprenants connaissent et approfondissez les connaissances communes.</p> <p>(b) Partagez les termes que les participants considèrent comme étant les plus significatifs et dressez une liste unique qui regroupe toutes les contributions.</p> <p>(c) Énumérez les actions nécessaires pour les composantes de la mission et les autres partenaires (voir étape 7).</p> <p>(d) Dressez une liste des sources et des documents de référence cités ou mentionnés dans l'extrait du mandat.</p> <p>(e) Prenez note de toutes les questions ou tous les points qui ne sont pas clairs pour les participants ou les groupes dans l'extrait du mandat.</p> <p>6. Surveillez le temps qui reste et informez les participants lorsqu'il ne leur reste plus que cinq minutes, puis plus qu'une minute, afin qu'ils puissent terminer leur exposé.</p> <p>7. Pour conclure le travail de groupe, demandez aux groupes de se mettre d'accord sur les cinq priorités qu'ils souhaitent partager avec le groupe concernant le mandat de PdC de la MINUSCA.</p>
<p>Débriefing</p>	<p>Invitez les groupes à partager les questions qui ont surgi lors de la discussion et sur lesquelles ils souhaitent obtenir des précisions. Traitez-les en priorité (point (e)).</p> <p>Passez ensuite d'étape en étape en invitant les apprenants à identifier les principales sources et les documents de référence (il en existe au moins quatre).</p> <p>Le mandat de PdC est régi par un certain nombre de documents clés. Insistez sur le fait que le mandat n'est jamais un bloc autonome. Les participants expérimentés pourraient également connaître les mandats précédents de la MINUSCA sur lesquels celui-ci s'appuie.</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • S/DPCS/2018/18 du 21 septembre 2018. Déclaration du président du Conseil de sécurité (réaffirmant les engagements envers la PdC) • Stratégie de protection des civils de la MINUSCA – approche globale et intégrée • Plans de prévention et d'intervention existants en cas de menaces et d'attaques contre les civils • Communiqué conjoint de l'ONU et du gouvernement de la République centrafricaine visant à prévenir et à combattre la violence sexuelle dans les conflits. <p>Ce sont des exemples de types de documents de référence spécifiques dont les agents de maintien de la paix sont encouragés à prendre connaissance lorsqu'ils sont déployés.</p> <p>Invitez chaque groupe à présenter ses cinq principales priorités. Notez les mots clés sur le tableau de conférence ou au tableau et observez les tendances, par exemple les éléments que tous les groupes identifient comme des priorités absolues et ceux qu'un seul groupe identifie.</p> <p>Différents apprenants peuvent accorder plus d'importance à certains points qu'à d'autres ; dès lors que les cinq points principaux cités par chaque groupe sont issus du mandat, il n'y a pas de mauvaises réponses.</p> <p>Si vous en avez le temps, parcourez le libellé du mandat avec le groupe. Rappelez aux apprenants les points qui ont déjà été abordés et ceux qui seront traités dans les prochaines leçons, par exemple la prévention de la violence sexuelle liée aux conflits, qui est fortement mise en avant dans le mandat de PdC. Si les groupes n'ont pas cité la prévention de la VSLC comme une priorité absolue, attirez leur attention sur ce point.</p> <p>Insistez sur ces points dans votre résumé et votre conclusion de l'activité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'extrait mentionne de nombreux partenaires (l'équipe de pays de l'ONU, les acteurs humanitaires et les partenaires) et fait du mandat de maintien de la paix un mandat de soutien aux autorités nationales. Les autorités nationales sont toujours responsables en premier lieu auprès de leurs citoyens. Elles dirigent les opérations avec le soutien de l'ONU et d'autres partenaires. Rappelez les points clés concernant la collaboration au sein de la mission et avec tous les partenaires de la mission, en soutien aux autorités nationales. • Tous les agents de maintien de la paix soutiennent le mandat de PdC de différentes manières, dans le cadre d'une approche globale de la mission. Le mandat est explicite et clair sur les liens entre les différents éléments du mandat en ce qui
--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	concerne la PdC. Le mandat complet reflète encore plus cette approche à l'échelle de la mission.
Variantes	<p>Distribuez le mandat de la MINUSCA la veille de l'activité d'apprentissage et demandez aux participants de le lire.</p> <p>Répartissez les participants en binômes ou en groupes de trois pour débattre à l'avance des cinq étapes et lire le mandat. Cela vous permettra de vous consacrer, en plénière, à la mise en commun des points de vue, à l'approfondissement des connaissances sur les tendances et les priorités et à la révision des messages clés.</p> <p>Si vous savez dans quelle mission les apprenants seront déployés, extrayez les éléments spécifiques relatifs à la PdC du mandat concerné et utilisez le libellé de ce mandat plutôt que l'exemple de la MINUSCA.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Recherchez des informations sur les violations des droits humain dans le contexte de la mission. • Confiez à différentes équipes la recherche d'éléments spécifiques du mandat en rapport avec la PdC, dans le cadre d'un apprentissage en autonomie avant le cours afin de préparer la discussion en classe.

Soutien – Activité d'apprentissage 2.4.3 Mandat du Conseil de sécurité de l'ONU pour la MINUSCA (République centrafricaine), 2023

Tâches prioritaires

Protection des civils

- Protéger, conformément à la déclaration de sa présidence en date du 21 septembre 2018 (S/DPCS/2018/18) et sans préjudice de la responsabilité première des autorités centrafricaines et des principes fondamentaux du maintien de la paix, la population civile qui se trouve sous la menace de violences physiques ;
- Appliquer pleinement sa stratégie de protection des civils en coordination avec les autorités centrafricaines, l'équipe de pays de l'ONU, les organismes d'aide humanitaire et de défense des droits de l'homme et les autres partenaires intéressés ;
- Prendre des mesures actives, en appui aux autorités centrafricaines, pour anticiper, écarter et contrer efficacement toute menace grave ou crédible visant la population civile selon une approche globale et intégrée, et à cet égard :
 - Assurer une protection efficace et dynamique des civils se trouvant sous la menace de violences physiques selon une démarche globale et intégrée, notamment en anticipant, dissuadant et faisant cesser toutes les menaces de violences dirigées contre la population, en consultation avec les communautés locales, et en appuyant ou engageant des initiatives de

- médiation locale pour empêcher l'intensification de la violence, conformément aux principes fondamentaux du maintien de la paix, et les flambées de violence entre groupes ethniques ou religieux rivaux ;
- Améliorer ses relations avec la population civile, renforcer ses mécanismes d'alerte rapide, redoubler d'efforts pour détecter et constater les violations du droit international humanitaire, les violations des droits de l'homme et les atteintes à ces droits, et renforcer la participation et l'autonomisation des communautés locales ;
 - Maintenir un déploiement proactif et une présence mobile, flexible et robuste, y compris en organisant des patrouilles actives, en particulier dans les zones à haut risque ;
 - Atténuer les risques auxquels sont exposés les civils avant, pendant et après toute opération militaire ou policière, notamment en surveillant, en prévenant et en limitant autant que faire se peut les dommages que peuvent causer aux civils les opérations, la présence et les activités de la Mission et en y remédiant, y compris en ce qui concerne les opérations menées en appui aux forces nationales de sécurité ;
 - Collaborer avec les autorités centrafricaines pour recenser et signaler les menaces et les attaques dirigées contre des civils, mettre en œuvre les plans de prévention et d'intervention existants et renforcer la coopération civilo-militaire, y compris la planification conjointe ;
 - Aider les autorités centrafricaines à prévenir, atténuer et combattre la menace que représentent les engins explosifs ;
- Apporter une protection et une aide spécifiques aux femmes et aux enfants touchés par le conflit armé, notamment en déployant des conseillers pour les questions de protection, des conseillers pour la protection de l'enfance, des conseillers pour la protection des femmes et des conseillers civils et en tenue et des points de contact pour les questions de genre, ainsi qu'en organisant des consultations avec des organisations de femmes et en adoptant à cet égard une démarche qui tienne compte des questions de genre et soit axée sur les personnes rescapées, en particulier pour aider au mieux celles ayant réchappé de violences sexuelles, et appuyer la participation des femmes aux mécanismes d'alerte rapide ;
 - Prendre des mesures concrètes pour atténuer et éviter, selon le cas, l'utilisation des écoles par les forces armées, pour dissuader les parties au conflit d'utiliser les écoles, et pour faciliter la continuité de l'éducation dans les situations de conflit armé ;
 - Appuyer la mise en œuvre du communiqué conjoint de l'Organisation de l'ONU et du Gouvernement centrafricain tendant à prévenir et combattre les violences sexuelles en période de conflit et tenir compte de ces préoccupations spécifiques dans toutes les activités des composantes de la Mission, conformément à la politique de l'ONU pour les missions sur le terrain sur la prévention de la violence sexuelle liée aux conflits et les moyens de la combattre, et veiller, en coopération avec la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, à ce que le risque de violences sexuelles en période de

conflit soit pris en compte dans les systèmes de collecte de données, d'analyse des menaces et d'alerte rapide de la Mission.

Évaluation de l'apprentissage

Les formateurs sont également invités à :

- Parcourir l'ensemble des supports et préparer des pré-tests, des post-tests, des questions à poser et des supports d'apprentissage en autonomie pour les participants à la formation.
- Élaborer d'autres questions d'évaluation en fonction de leur connaissance du groupe et des progrès réalisés, en alignant les questions sur les résultats de l'évaluation des besoins et des lacunes en matière d'apprentissage.

Suggestions pour l'évaluation de l'apprentissage sur la protection des civils (PdC)

Envisagez d'élaborer une stratégie d'évaluation de l'apprentissage en matière de protection des civils (PdC) qui couvre l'ensemble des leçons du Module 2. Mettez-la en œuvre progressivement, dans le même ordre que le contenu est abordé.

La dernière leçon du Module 2 est une étude de cas sur la protection des civils au Soudan du Sud. L'étude de cas intégrée s'appuie sur le contenu du Module 2, en se concentrant sur la PdC. Intégrez l'utilisation active de l'étude de cas dans la stratégie d'évaluation de l'apprentissage.

Intégrez également dans la stratégie d'évaluation de l'apprentissage de la PdC des quiz rapides occasionnels qui vous permettent, à vous et aux apprenants, d'évaluer les progrès réalisés en matière d'assimilation et de mémorisation des contenus clés et d'insister sur les apprentissages connexes. À cet effet, nous vous recommandons d'utiliser les questions issues des banques de questions d'évaluation de l'apprentissage dans les leçons reposant sur les supports du module de formation de base préalable au déploiement (MFBPD). Ce type d'utilisation vise davantage à favoriser l'apprentissage qu'à l'évaluer. Les dernières découvertes en matière de sciences cognitives montrent qu'une aide solide à l'apprentissage doit inclure des opportunités de se remémorer les informations déjà abordées à différents moments, par exemple à travers des quiz rapides, des sondages et des tests. Le fait de devoir récupérer des informations favorise la mémorisation à long terme.

Prévoyez suffisamment de temps dans le cadre du cours ou du programme de formation pour réitérer les points importants si vous constatez à l'issue du Module 2 que les apprenants n'ont pas assimilé le contenu essentiel. Envisagez des travaux d'apprentissage en autonomie si vous estimez que les progrès sont variables.

Option pour la stratégie d'évaluation de l'apprentissage

Utilisez les messages clés de la leçon ou une version abrégée de ceux-ci (ci-dessous) comme base pour constituer votre propre banque de questions d'évaluation de l'apprentissage. Le fait de mettre en évidence le mot ou l'expression au début des messages clés abrégés permet de repérer immédiatement l'idée principale de chacun d'eux. Vous pouvez les utiliser pour inciter les apprenants à participer à un échange interactif.

1. **Périmètre de protection des civils** : Dans le cadre des opérations de maintien de la paix de l'ONU, la PdC se concentre sur la protection des civils contre les menaces de violence.
2. **Définition de « menace »** : Toute violence potentielle contre des civils est considérée comme une menace.
3. **Vulnérabilité** : Des facteurs tels que les stratégies de protection et les conditions environnementales ont une influence sur la vulnérabilité des civils. Différents groupes de civils sont exposés à des vulnérabilités et à des menaces différentes. C'est la raison pour laquelle les analyses des menaces et des vulnérabilités doivent tenir compte de l'âge et du sexe (hommes et femmes, garçons et filles).
4. **Ciblage des civils** : Il arrive de plus en plus fréquemment que les civils soient pris pour cible dans les conflits armés.
5. **Droit international** : Les opérations de maintien de la paix ayant un mandat de protection des civils sont légalement tenues de protéger les civils. Cette obligation s'inscrit dans le cadre juridique, qui comprend le droit international humanitaire et les droits humains ainsi que le droit dit « souple » (c'est-à-dire les déclarations non contraignantes) énoncé dans les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.
6. **Partage des responsabilités** : L'ONU n'est pas seule responsable de la protection des civils ; le pays hôte tient le rôle principal en matière de protection et l'ONU et tous ses partenaires soutiennent le pays hôte dans ce rôle.
7. **Directives du DPO** : Le Département des opérations de paix définit des politiques de protection des civils et les résolutions du Conseil de sécurité précisent les tâches du mandat.
8. **Niveaux de mise en œuvre** : La protection repose sur le dialogue, la protection physique et la création d'un environnement protecteur.
9. **Phases d'activité** : Les activités de protection recouvrent la prévention et la consolidation.
10. **Gestion des menaces** : Des évaluations régulières et la planification des réponses sont essentielles pour faire face aux menaces.
11. **Stratégie de PdC** : Les missions élaborent des stratégies pour la mise en œuvre et la coordination des mandats, qui sont consignées dans une stratégie en matière de PdC.
12. **Approche collaborative** : Les opérations de maintien de la paix collaborent et coordonnent leur action avec divers partenaires pour assurer la protection des civils.
13. **Rôle consultatif** : Le conseiller principal en matière de PdC veille à la mise en œuvre coordonnée du mandat en matière de PdC.
14. **Contribution à la mission** : Toutes les composantes de la mission contribuent à la protection des civils et certaines unités sont spécifiquement chargées de s'en occuper. Dans une approche à l'échelle de la mission, chaque agent de maintien de la paix et chaque élément de la mission ont un rôle à jouer.

15. **Rôle du personnel en uniforme** : Les composantes militaire et policière de l'ONU jouent un rôle essentiel dans la protection des civils.
16. **Outils clés** : Les assistants de liaison communautaire, les réseaux d'alerte communautaires et les équipes de protection conjointe fournissent des informations sur la situation et contribuent à l'évaluation et à l'analyse des menaces, puis à la réponse.
17. **Obligations des agents de maintien de la paix** : Tout le personnel doit être prêt à anticiper les menaces contre les civils et à y répondre ainsi qu'à travailler dans le cadre d'une approche de la PdC à l'échelle de la mission.

Questions d'évaluation

1. La responsabilité première de la protection des civils dans le contexte d'une opération de maintien de la paix incombe aux composantes de la mission de maintien de la paix de l'ONU.

Réponse : Faux

2. Les opérations de maintien de la paix de l'ONU dotées d'un mandat de PdC sont légalement tenues de protéger les civils dans les zones de conflit.

Réponse : Vrai

3. Tout le personnel de maintien de la paix de l'ONU, y compris le personnel non militaire, a le devoir de protéger les civils.

Réponse : Vrai

4. Le mandat de protection des civils (PdC) dans le cadre des opérations de maintien de la paix de l'ONU se concentre exclusivement sur la protection des civils contre les difficultés économiques.

Réponse : Faux

5. Dans le contexte de la PdC, une menace désigne spécifiquement la violence physique potentielle à l'encontre des civils.

Réponse : Vrai

6. Les civils sont rarement pris pour cible lors des conflits armés.

Réponse : Faux

7. Le droit international n'oblige pas les opérations de maintien de la paix de l'ONU à protéger les civils dans les conflits.

Réponse : Faux

8. Le personnel de maintien de la paix participe à des évaluations régulières des menaces afin d'anticiper les violences à l'encontre des civils.

Réponse : Vrai

9. L'engagement auprès des communautés locales à travers différents outils, tels que les réseaux d'alerte communautaires, contribue à améliorer la connaissance de

la situation d'une mission en matière de PdC et fait également office d'outil d'alerte précoce.

Réponse : Vrai

10. Une communication efficace avec les communautés locales n'est pas essentielle à la réussite des stratégies de protection des civils.

Réponse : Faux

11. Le personnel de maintien de la paix n'est tenu d'intervenir que lorsqu'il est témoin de menaces directes à l'encontre de civils.

Réponse : Faux

12. La protection des civils (PdC) dépend uniquement de l'emploi de la force militaire pour sa mise en œuvre.

Réponse : Faux

13. Laquelle des propositions suivantes ne fait pas partie des activités de PdC confiées aux missions par le Conseil de sécurité de l'ONU dans ses mandats ?

- a. Prévention
- b. Consolidation
- c. Négociation
- d. Réponse

Réponse : C

14. Dans les missions dotées d'un mandat de PdC, quel est l'objectif principal de l'élaboration d'une stratégie de PdC ?

- a. Accroître la puissance militaire de la mission
- b. Coordonner la réponse de la mission aux menaces de violence contre les civils
- c. Recueillir des renseignements sur les groupes armés et les forces terroristes
- d. Superviser les aspects politiques de la mission

Réponse : B

15. À quel niveau le personnel en uniforme (composantes policière et militaire) intervient-il ?

- a. Niveau I
- b. Niveau II
- c. Niveau III
- d. Toutes les réponses ci-dessus

Réponse : D

Document 1 – Activité d'apprentissage 2.4.1 Aide

Libellés standardisés de protection des civils des mandats du Conseil de sécurité de l'ONU

Dans le cadre des opérations de maintien de la paix de l'ONU, la protection des civils (PdC) peut être définie comme suit :

« Toute action nécessaire, y compris et jusqu'au recours à la force létale, pour prévenir ou répondre aux menaces de violence physique contre les civils, dans les limites des capacités et des zones d'opérations et sans préjudice de la responsabilité du gouvernement hôte de protéger ses civils ».

Chaque phrase de la définition de la PdC a une signification importante :

- Menaces de violence physique
- Tous les moyens nécessaires
- Y compris et jusqu'au recours à la force létale
- Dans les limites des capacités.
- Sans porter atteinte à la responsabilité du gouvernement hôte

Document 2 – Activité d'apprentissage 2.4.1 Aide

Libellés standardisés de protection des civils des mandats du Conseil de sécurité de l'ONU

« Menaces de violence physique »	Tous les actes ou situations hostiles susceptibles de causer la mort ou des blessures corporelles graves, y compris toutes les violences sexuelles, quelle qu'en soit la source, notamment de la part du pays hôte.
« Tous les moyens nécessaires »	Autorise une mission à utiliser « tous les moyens nécessaires », « les mesures nécessaires » ou « toutes les mesures nécessaires » pour protéger les civils « qui font face à une menace imminente ». La prévention est la forme la plus efficace de PdC.
« Y compris et jusqu'au recours à la force létale »	Autorise une mission à recourir à la force minimale nécessaire pour protéger les civils. Les missions évaluent toujours l'emploi de la force avec précaution. La force peut être dissuasive. Rappelez aux apprenants le Module 1 : en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le Conseil de sécurité autorise le recours à la force.
« Dans les limites des capacités »	Le terme « capacité » fait référence à l'aptitude ou au pouvoir de faire quelque chose. L'expression « dans les limites des capacités » tient compte des contraintes pratiques en matière de ressources et des défis opérationnels. Aucune mission de maintien de la paix de l'ONU ne peut lutter contre toutes les menaces qui pèsent sur les civils. Si les capacités nécessaires ne sont pas présentes, il incombe à la haute direction d'éviter de mettre en danger les agents de maintien de la paix de l'ONU lorsqu'ils mettent en œuvre les tâches du mandat.
« Sans porter atteinte à la responsabilité du gouvernement hôte »	Ce terme souligne la responsabilité première des gouvernements souverains de protéger les civils à l'intérieur de leurs frontières. La présence d'une mission de maintien de la paix de l'ONU ne se substitue pas à cette responsabilité. La situation se complique lorsque des membres des forces armées du gouvernement hôte commettent des violations et des crimes à l'encontre de civils.

Document 3 – Activité d'apprentissage 2.4.2 Fiche de travail pour les participants : Vulnérabilités et menaces

Facteurs de vulnérabilité	Menaces envers les individus et la communauté
Facteurs individuels / communautaires (âge, genre, sexe, appartenance ethnique, religion, affiliation politique, statut social)	
Facteurs environnementaux (situation géographique, niveau d'urbanisation, proximité et capacités de l'autorité publique dans la région, niveau d'infrastructure et de communication)	
Accès à l'assistance (capacité à accéder aux services et à interagir)	
Autosuffisance (Existence de stratégies d'autoprotection, y compris de capacités d'alerte précoce, de capacités d'autodéfense ou d'autres stratégies)	